

**LA BAISSÉ IMPÉRIALE DU DOLLAR**  
**Michel Husson (conseil scientifique d'Attac)**  
**Politis n°755, 12 juin 2003**

L'euro a retrouvé son cours de lancement après avoir perdu jusqu'à 30 % de sa valeur par rapport au dollar. Ce rétablissement est-il pour autant une bonne nouvelle ? Pour les monomaniaques de la monnaie forte, cela va évidemment de soi, puisque cette bonne tenue de l'euro offre une protection contre les tensions inflationnistes importées. Mais si on prend un peu de recul, on s'aperçoit que la situation est très incertaine.

Une monnaie forte n'implique pas une économie forte. La remontée de l'euro va aujourd'hui de pair avec un ralentissement de l'économie européenne qui flirte avec la récession. Ce n'est pas ce que l'on nous avait promis. Tous les efforts consentis pour la réalisation de l'euro – et la faible croissance qui allait avec – étaient justifiés par les bienfaits escomptés de la monnaie unique. Grâce à elle, il serait enfin possible de mener une véritable politique macroéconomique européenne, qui permettrait de renouer avec la croissance et l'emploi. On a pu avoir l'impression que cela marchait, puisque dix millions d'emplois ont été créés dans l'Union européenne entre 1997 et 2001. Mais c'était une illusion d'optique, car cette « embellie » était en grande partie le fruit de la baisse de l'euro qui a stimulé les exportations européennes. Tout s'est donc passé comme si on avait appliqué au niveau européen cette politique de « dévaluation compétitive » dénoncée comme une aberration pour chacun des pays membres. Cette période très particulière a ainsi pu donner l'impression, fautive, qu'on pouvait simultanément accepter la logique des critères de convergence, et mener des politiques plus favorables à l'emploi.

Le retournement actuel fait quant à lui apparaître un énorme paradoxe, puisque c'est l'enlisement de l'économie allemande qui contribue à plomber la conjoncture de l'Europe tout entière. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, les souverainistes évoquaient une Europe allemande, une sorte de zone mark à peine élargie, où la Banque centrale européenne ne ferait que reprendre les règles contraignantes de la *Bundesbank*. En réalité, le recul de l'hégémonie allemande était largement amorcé avec la réunification qui avait fait fondre sa base matérielle, autrement dit son excédent commercial. C'est même cet affaiblissement relatif qui a permis aux pays que l'on appelait avec mépris le « Club Méditerranée » (Italie, Espagne, Portugal et Grèce) d'intégrer la zone euro dès sa mise en place. Aujourd'hui, l'Allemagne est la première piégée par la logique monétariste qu'elle a contribué à imposer à ses voisins. Son taux de change a été figé pour l'éternité à un niveau trop élevé et, faute de pouvoir jouer sur cette variable, elle est obligée de freiner son économie et de mettre en cause son modèle social, dans l'espoir d'ajuster ses coûts réels. Cette logique de compétitivité étend le climat de quasi-récession à tous les pays voisins pour lesquels l'Allemagne est un client important.

A ces contradictions internes, s'ajoute la pression exercée sur l'*Euroland* par la nouvelle politique des Etats-Unis. Elle vise à préserver la croissance de leur économie, quitte à reporter sur le reste du monde les pressions récessives. L'importance de leur déficit commercial (environ un tiers du PIB français !) les a conduit à adopter à l'égard de l'euro la politique menée depuis quinze ans face au yen, qui consiste à le maintenir à un niveau élevé. En organisant la baisse de leur monnaie, les Etats-Unis cherchent ainsi à réduire leur déficit en regagnant des parts de marché. C'est très risqué, ne serait-ce qu'en raison de la baisse des taux d'intérêt qui pourrait dissuader l'afflux de capitaux, pourtant indispensables au financement du déficit.

Face à cette offensive commerciale ouverte, un vide béant apparaît dans la construction européenne : il y a une monnaie unique, mais pas de politique de change. Depuis sa naissance, il y a un peu plus de quatre ans, l'euro a varié entre 0,83 et 1,19 dollars : où se situe le niveau souhaitable ? La Banque centrale garde l'œil rivé sur la ligne des 2 % d'inflation, mais, aussi incroyable que cela puisse paraître, personne ne sait quel est son objectif de change. Et ce petit détail n'est abordé dans aucun des Traités fondateurs. Cela conduit à se demander si la fonction principale de l'euro était vraiment monétaire : ne s'agissait-il pas plutôt d'un fantastique instrument de discipline salariale ? En tout cas, si on voulait en faire une véritable monnaie internationale, capable de concurrencer le dollar, il faudrait une politique autrement cohérente en matière de change et d'intérêt. Il faudrait, en d'autres termes, tenir un discours européen autonome par rapport aux injonctions monétaires (et autres) des Etats-Unis. Vaste programme !